



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21511
14 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 14 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE CHARGE D'AFFAIRES DE LA MISSION PERMANENTE DE LA FINLANDE
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Représentant permanent par intérim de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, en réponse à sa note SCPC/7/90(1) du 8 août 1990, a l'honneur de lui faire savoir qu'un décret sur l'application des dispositions de la résolution relative à l'Iraq et au Koweït, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, a été pris le 9 août 1990 à Helsinki. Le décret a été pris en conformité des articles 1 et 5 de la loi (659/67) du 29 décembre 1967 sur l'application de certaines dispositions par la Finlande en tant que Membre de l'ONU. Le texte anglais de la loi du 9 août 1990 est joint en annexe.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de la traduction ci-jointe comme document du Conseil de sécurité.

Annexe

DECRET

Relatif à l'application des dispositions de la résolution relative à l'Iraq et au Koweït, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Pris à Helsinki le 9 août 1990.

A l'issue de la présentation faite par le Ministre des affaires étrangères, le texte ci-après est promulgué en vertu des articles 1 et 5 de la loi 659/67 du 29 décembre 1967 sur l'application de certaines dispositions par la Finlande en tant que Membre de l'ONU.

Paragraphe 1

Aux fins de l'application des dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Finlande soumet à des restrictions ses relations économiques avec l'Iraq et le Koweït, conformément aux dispositions du présent décret.

Paragraphe 2

L'importation en Finlande de produits de base ou de marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït est interdite. Toutes activités menées par des Finlandais ou sur le territoire finlandais qui auraient pour effet de favoriser ou seraient conçues pour favoriser l'exportation ou le transbordement de produits de base ou de marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït, ainsi que les transactions faisant intervenir des Finlandais ou des navires battant pavillon finlandais ou menées sur le territoire finlandais, portant sur des produits de base ou des marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït et exportés de ces pays après la date de la résolution précitée sont aussi interdits. Cette interdiction porte aussi sur le transfert de fonds à destination de l'Iraq ou du Koweït aux fins de telles activités ou transactions.

La vente ou la fourniture par des Finlandais ou depuis le territoire finlandais ou par l'intermédiaire de navires battant pavillon finlandais de produits de base ou de marchandises, y compris des armes ou tout autre matériel militaire, que ceux-ci proviennent ou non du territoire finlandais, à toute personne physique ou morale se trouvant en Iraq ou au Koweït, ou aux fins de toute activité commerciale menée depuis leur territoire, est interdite.

Il est interdit de transférer des fonds ou de fournir d'autres ressources économiques au Gouvernement iraquien ou à toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics sise en Iraq ou au Koweït ou à une personne physique se trouvant dans lesdits pays. La même interdiction s'applique au transfert de fonds opéré depuis la Finlande par des Finlandais ou d'autres personnes se trouvant sur le territoire finlandais.

Les dispositions ci-dessus relatives à la vente ou à la fourniture de produits de base ou de marchandises ou au transfert de fonds ne s'appliquent pas aux fournitures à usage strictement médical ni, dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, aux produits alimentaires ou au paiement des fournitures précitées.

3. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent aussi aux contrats conclus avant la date du présent décret.

4. Toute violation du présent décret ou des directives publiées en vertu de celui-ci entraînera l'application de l'article 4 de la loi sur l'application de certaines dispositions par la Finlande en tant que Membre de l'ONU.

5. Le Conseil des ministres publiera, selon que de besoin, des directives plus détaillées sur l'application du présent décret.

6. Le présent décret entrera en vigueur le 10 août 1990.

Le Président de la République

Mauno Koivisto

Le Ministre des affaires étrangères

Pertti Paasio
